

SYNDICAT INTERCOMMUNAL des VALLÉES de la VOULZIE et du DRAGON

MARCHÉ DE TRAVAUX RÈGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

Personne publique contractante :

SYNDICAT INTERCOMMUNAL des VALLÉES de la VOULZIE et du DRAGON
Siège social : Mairie de LONGUEVILLE
13 rue Henri Fouilleret
77650 LONGUEVILLE
Téléphone : 01.64.08.61.33
Courriel : chantal.leveteau@mairie-longueville.fr

Objet de la consultation :

Entretien des terrains et des vestiaires des Stades de la BAUDE et Rémy DAMANDE.

Caractéristiques principales :

- . Fournitures et matériel nécessaires à l'entretien des bâtiments, voies et espaces verts,
- . Prestations relatives aux activités sportives (traçage...),
- . Entretien et surveillance des bâtiments, voies et espaces verts.

Procédure :

Marché passé selon une procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Date et heure limite de réception des offres :

Judi 20 novembre 2025 à 12h00.

Règlement de la consultation

SOMMAIRE

- Art 1 Objet de la consultation
- Art 2 Procédure
 - 2.1. Etendue de la consultation
 - 2.2. Délivrance du dossier de consultation
 - 2.3. Modification de détails au dossier de consultation
- Art 3 Contenu du dossier de consultation
- Art 4 Présentation des candidatures et des offres
 - 4.1. Date limite de réception des offres
 - 4.2. Délai de validité des offres
 - 4.3. Pièces de la candidature
 - 4.4. Pièces de l'offre
 - 4.5. Variantes
- Art 5 Examen des offres – Attribution du marché
- Art 6 Durée du marché
- Art 7 Renseignements complémentaires

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Article 1 – OBJET DE LA CONSULTATION :

La présente consultation a pour objet l'entretien des terrains et des vestiaires des Stades de la BAUDE à Sainte-Colombe et Rémy DAMANDE à Saint-Loup-de-Naud

Article 2 – PROCÉDURE :

2.1 – Étendue de la consultation :

La présente consultation s'inscrit dans le cadre d'un marché passé selon une procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

2.2 – Délivrance du dossier de consultation :

Le dossier est téléchargeable gratuitement sur le site <http://www.maximilien.fr>

2.3 – Modification de détails au dossier de consultation :

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter, jusqu'au 6 novembre 2025 au plus tard, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION :

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- ✓ le contrat d'entretien
- ✓ le Règlement de la Consultation (R.C.)

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le site <http://www.maximilien.fr>.

Article 4 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 – Date limite de réception des offres :

La date limite de réception des offres est fixée au **Jeudi 20 novembre 2025 à 12 heures**.

Les dossiers qui seraient reçus ou remis après la date limite fixée ne seront pas retenus.

4.2 – Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.3 – Pièces de la candidature :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- ✓ la lettre de candidature, établie au moyen de l'imprimé DC1,
- ✓ la déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé DC2,
- ✓ s'ils ne sont pas mentionnés dans la déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2) renseignements et/ou documents suivants permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat,
- ✓ références professionnelles,
- ✓ certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce (dans les conditions prévues par la législation de l'Etat où le candidat est établi, en cas d'entreprise étrangère), ou le cas échéant, motif de non indication d'un numéro d'enregistrement,
- ✓ attestation d'assurance.

4-4 – Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant le contrat d'entretien valant acte d'engagement et ses annexes.

4.5 – Variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les offres seront exclusivement rédigées en langue française.

Les candidats transmettent les offres uniquement sur le site <http://www.maximilien.fr>

Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si la personne responsable du marché constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à trois jours calendaires.

Article 5– EXAMEN DES OFFRES – ATTRIBUTION DU MARCHÉ :

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics et selon les modalités définies ci-après :

L'absence de l'une quelconque des pièces énoncées à l'article 4.3 est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre. Les offres des candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes sont également écartées.

Les critères, ci-après définis, sont pris en compte pour le choix et le classement des offres :

- ✓ Critère : 1. Prix des prestations
 - Pondération : 60,
- ✓ Critère : 2. Valeur technique et moyens humains et matériel de l'entreprise
 - Pondération : 40.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que, sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 3 jours francs, à compter de la date de réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 46 du Code des marchés publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par la personne responsable du marché, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par la personne responsable du marché. La personne responsable du marché présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 6 – DURÉE DU MARCHÉ :

Le présent marché prend effet au 1^{er} janvier 2026 pour une période d'un an reconductible une fois pour une durée d'un an par reconduction expresse, sans que le délai maximal ne puisse excéder le 31 décembre 2027.

En cas de faute grave ou de non-respect des clauses du contrat, la résiliation pourra être immédiate.

Article 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser au siège social du Syndicat, à savoir en Mairie de LONGUEVILLE, 13 rue Henri Fouilleret, 77650 LONGUEVILLE.

Tél : 01.64.08.61.33 Courriel : chantal.leveteau@mairie-longueville.fr

Le Président,



Francis PICCOLO

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DES VALLÉES DE LA VOULZIE ET DU DRAGON
MAIRIE - 77650 LONGUEVILLE
Tél. : 01.64.08.61.33**

CONTRAT D'ENTRETIEN DES STADES

**DE LA BAUDE
ET
RÉMY DAMANDE**

ANNÉE 2026

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES VALLÉES
DE LA VOULZIE ET DU DRAGON
MAIRIE - 77650 LONGUEVILLE
Tél : 01.64.08.61.33**

DÉSIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

- 1) OBJET DU CONTRAT
- 2) FOURNITURES ET MATÉRIEL
- 3) ENTRETIEN ET SURVEILLANCE
- 4) RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ
- 5) RÈGLEMENT DES SOMMES DUES À LA SOCIÉTÉ
- 6) DURÉE DU CONTRAT
- 7) RÉSILIATION

Entre les soussignés,

Le Syndicat Intercommunal des Vallées de la Voulzie et du Dragon,
représenté par Monsieur Francis PICCOLO, son Président, ci-après
dénommé « Le Syndicat »,

d'une part,

Et,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

1°) OBJET DU CONTRAT :

Le présent contrat a pour objet, l'approvisionnement des fournitures, l'entretien des bâtiments, voies et espaces verts, la surveillance des installations, ainsi que toutes prestations relatives aux activités sportives.

L'exploitant déclare et reconnaît avoir pleine et entière connaissance des installations.

Un planning prévisionnel des jours d'occupation des stades est joint en annexe. I

2°) FOURNITURES ET MATÉRIEL :

Les fournitures et le matériel nécessaires à l'entretien des bâtiments, voies et espaces verts, ainsi qu'aux prestations relatives aux activités sportives, seront fournis par l'exploitant, à l'exception des équipements sportifs fournis par les clubs et du matériel nécessaire à l'arrosage fourni par le Syndicat. Les ampoules électriques seront également à la charge du prestataire.

3°) ENTRETIEN ET SURVEILLANCE :

L'exploitant s'engage à assurer le bon entretien des espaces de jeux, des espaces verts, des végétaux et notamment les haies de thuyas, des bâtiments et des entourages.

L'épandage d'engrais, le désherbage sélectif et le semis de regarnissage sont exclus du présent contrat pour l'espace de jeux du Stade Rémy DAMANDE et du Stade de LA BAUDE.

Le terrain du Stade Rémy DAMANDE devra être remis en état à la fin de chaque saison de football et en tout état de cause avant la reprise du championnat.

Le nettoyage des vestiaires devra être réalisé après chaque rencontre sportive et après chaque entraînement. Un traçage des aires de jeux devra être réalisé à la reprise des activités du Club (mi-Août) et avant chaque rencontre. Les poubelles situées à l'intérieur des vestiaires et autour des stades devront être vidées régulièrement par le prestataire. La hauteur du gazon des aires de jeux devra en permanence être comprise entre 2 et 3 cm.

L'exploitant doit signaler au Syndicat, les réparations qui devront être réalisées, sur les biens meubles et immeubles. Aucune réparation, ni gros travaux, ne devront être réalisés sans l'accord préalable du Syndicat, dès lors que ceux-ci n'auront pas été prévus au présent contrat.

4°) RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ :

Pour couvrir ses dépenses et frais généraux,	recevra au titre des articles
2 et 3 précédents, une rémunération mensuelle de	€ TTC. (Incidence TVA
20,00% comprise) soit	€ TTC pour chaque année du contrat.

5°) RÈGLEMENT DES SOMMES DUES À LA SOCIÉTÉ :

La société présentera au début de chaque mois, une facture qui sera réglée par le Syndicat pour ce même mois, dans un délai maximum de 30 jours à compter de sa présentation.

6°) DURÉE DU CONTRAT :

Le présent marché prend effet au 1^{er} janvier 2026 pour une période d'un an reconductible une fois pour une durée d'un an par reconduction expresse, sans que le délai maximal ne puisse excéder le 31 décembre 2027.

Il peut être mis fin au marché par chacune des parties par lettre recommandée avec accusé de réception à la date anniversaire du marché sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

7°) RÉSILIATION :

En cas de défaillance de l'exploitant ne résultant pas de la force majeure, les manquements constatés seront notifiés à l'exploitant par lettre recommandée. L'exploitant sera tenu d'y remédier dans les 48 heures.

Au-delà de ce délai, des pénalités seront appliquées à raison de 200 € (deux cents euros) par jour de retard.

La résiliation du présent contrat aura lieu de plein droit en cas de règlement judiciaire, liquidation des biens ou décès de l'exploitant.

Fait à Longueville, le

L'exploitant,

Le Syndicat,

Le Président,
Francis PICCOLO.